

Composante : Faculté de droit, de Sciences Politiques et de Gestion. Domaine Droit

SELECTION MASTER 1 2021/2022

| Mention | Parcours Master | Effectif 2020/21 | Capacité d'accueil M1 2020/21 | Capacité d'accueil M1 2021/22 | Mention(s) de Licence conseillée (s) pour accéder au MASTER | Autres prérequis (disciplines, matières, enseignements qu'il est nécessaire d'avoir suivis pour pouvoir y postuler, etc.) | Modalités d'examen des candidatures (Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant et/ou examen écrit ou oral ? etc.) | Calendrier de la procédure d'admission (dates d'ouverture et de fermeture des candidatures et date de réponse des commissions pédagogiques) | Informations supplémentaires particulières (ex. Master ERASMUS-MUNDUS dont l'admission est gérée par un établissement partenaire, etc.) |
|--|---|------------------|-------------------------------|-------------------------------|---|--|---|---|--|
| Administration Economique et Sociale | Achat international: global sourcing | 14 | 20 | 20 | Licence AES, Licence de Sciences économique, Licence sciences de gestion, diplôme d'ingénieur, Licence Droit | Très bons résultats dans les matières à caractère économique et appliquées à la gestion. -Maîtrise des méthodes quantitatives (gestion des coûts, statistiques, finance...)-Maîtrise fonctionnelle de l'anglais. | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation en apprentissage en deuxième année |
| Administration Economique et Sociale | Commerce électronique | 19 | 25 | 25 | Licence AES, Licence Droit ou diplôme équivalent | Bons résultats durant les trois années de licence - Bonne maîtrise de l'anglais - Bonne culture économique et juridique | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Administration Economique et Sociale | Conformité, Audit légal et gestion des risques | 24 | 25 | 25 | Licence AES, Licence CCA, Licence Gestion, Licence Economie et Gestion ou diplôme équivalent | Très bon résultats dans les matières: Analyse comptable, Audit, Droit des obligations, Droit des sociétés, Fiscalité, Comptabilité approfondie, Comptabilité de gestion, Contrôle de gestion, Système d'information | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 70 | 70 | | | | | |
| Droit social | Droit social interne, européen et international | 24 | 32 | 32 | Licence Droit et Licence AES | De solides connaissances en droit du travail dans ses aspects tant individuels que collectifs ; un bon niveau de connaissances en droit commercial et des sociétés ainsi que la maîtrise d'au moins une langue étrangère. | Examen d'un dossier basé sur les résultats, le projet et la motivation de l'étudiant auxquels est associée une note obtenue à un exercice écrit réalisé le 26 mai 2020. Des dérogations à cet exercice pourront cependant être accordées aux étudiants bénéficiant des programmes Erasmus et Erasmus +. | 13 mai-27 mai-13 juillet | La formation en seconde année de master étant placée sous le régime de l'alternance, seuls pourront être inscrits à cette seconde année de master les étudiants âgés de 16 à 30 ans révolus à la date de démarrage de leur contrat d'apprentissage. Ils devront être ressortissants de l'Union Européenne ou être titulaires d'une autorisation de travail. Seuls les candidats présentant une copie de leur contrat d'apprentissage seront inscrits en tant qu'apprentis. Les étudiants pourront également suivre la formation en concluant un contrat de professionnalisation. |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 32 | 32 | | | | | |
| Droit public | Droit public général | 8 | 15 | 15 | Licence en Droit | Pas de liste fermée de matières mais une dominante en droit public. | L'examen des candidatures se fait sur dossier. Une attention est portée aux résultats obtenus mais aussi au projet poursuivi. La lettre d'intention, brève mais circonscrite, est regardée attentivement. Une attention bienveillante est portée aux parcours pluridisciplinaires. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit public | Droit comparé - EUCOR | / | / | / | PAS DE M1 | PAS DE M1 | PAS DE M1 | PAS DE M1 | PAS DE M1 |
| Droit public | Contrats publics - Commande publique | 6 | 20 | 20 | Licence mention Droit - Cursus IEP - Licence Administration publique (comportant suffisamment d'enseignement juridiques ou précédée d'une L2 Droit) | Bons résultats durant les trois années de licence, notamment dans les matières fondamentales de droit privé et de droit public (droit des obligations, droit constitutionnel, droit administratif). La formation nécessite une excellente maîtrise des notions et raisonnements propres aux domaines des contrats et de la responsabilité. Il est recommandé d'avoir suivi un cours de droit administratif des biens et d'avoir obtenu de bons résultats à l'examen. | Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue; le suivi de la formation en alternance (apprentissage ou contrat de professionnalisation) pourrait être ouvert à compter de l'année 2021-2022 sous réserve de l'approbation par les conseils centraux et le CFAU (avril 2021). |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 35 | 35 | | | | | |
| Droit privé | Justice procès Procédures | 14 | 20 | 20 | Licence Droit Général ou Droits Européens | Très bon résultats durant les 3 années de licence et notamment solides connaissances en droit civil, droit processuel, en procédure civile et pénale, en institutions judiciaires, administratives et européennes et en libertés publiques. | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit privé | Droit de la famille interne, international et comparé | 12 | 30 | 30 | Licence mention Droit | Avoir de très bons résultats durant les trois années de licence, notamment dans les matières suivantes : institutions judiciaires, introduction générale au droit, droit extrapatrimonial de la famille, procédure civile, droit de l'Union européenne, droits de l'Homme et libertés publiques. | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit privé | Droit privé fondamental | 26 | 30 | 30 | Licence mention Droit | Sous réserve de situations particulières, les candidats doivent aussi avoir suivi durant leur cursus 2/3 des matières ci-dessous énumérées et avoir obtenu de très bons résultats : - droit civil (personnes, obligations, famille) - droit commercial - droit pénal - droit social - procédures civile et pénale - institutions judiciaires, administratives et européennes. | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit privé | Droit comparé | 18 | 20 | 20 | Licence mention Droit | Solide formation juridique générale, maîtrise d'au moins une langue étrangère (niveau B2 minimum) | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit privé | Droit des personnes vulnérables | 0 | 20 | 20 | Licence mention Droit | solides connaissances en droit privé et sciences criminelles | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 120 | 120 | | | | | |
| Droit du patrimoine | Ingénierie juridique et fiscale du patrimoine | 7 | 20 | 20 | Licence mention Droit, AES | Il est attendu des candidats un très bon niveau dans les matières fondamentales de licence et plus particulièrement en droit privé (droit de la famille, droit des contrats, droit de la responsabilité civile). En outre, il est conseillé d'avoir suivi, en obtenant de bons résultats aux examens correspondant, les matières suivantes : droit des sociétés, droit pénal général, régime de l'obligation, droit des biens, droit fiscal, droit des sûretés. | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation et entretien oral | 25 avril-24 mai- entretiens jusqu'au 23 juin - 25 juin | Formation initiale et continue |

| Mention | Parcours Master | Effectif 2020/21 | Capacité d'accueil M1 2020/21 | Capacité d'accueil M1 2021/22 | Mention(s) de Licence conseillée (s) pour accéder au MASTER | Autres prérequis (disciplines, matières, enseignements qu'il est nécessaire d'avoir suivis pour pouvoir y postuler, etc.) | Modalités d'examen des candidatures (Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant et/ou examen écrit ou oral ? etc.) | Calendrier de la procédure d'admission (dates d'ouverture et de fermeture des candidatures et date de réponse des commissions pédagogiques) | Informations supplémentaires particulières (ex. Master ERASMUS-MUNDUS dont l'admission est gérée par un établissement partenaire, etc.) |
|--|--|------------------|-------------------------------|-------------------------------|---|---|--|---|---|
| Droit du patrimoine | Droit immobilier | 16 | 20 | 20 | Licence mention Droit | Avoir de bons résultats durant les trois années de licence, non seulement en droit privé mais également en droit public. Il est conseillé d'avoir suivi et validé des enseignements de droit commercial, droit des sociétés, droit des obligations, droit des biens, droit des sûretés, droit fiscal, droit administratif des biens et contrats spéciaux | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 40 | 40 | | | | | |
| Droit pénal et sciences criminelles | Droit pénal appliqué | 48 | 30 | 30 | Licence mention Droit | Il est souhaitable que les étudiants, d'une part, aient un bon niveau général en droit, d'autre part, aient suivi les cours de droit pénal général et de procédure pénale, comme matière à travaux dirigés pour l'un d'entre eux au moins, et puissent attester d'un très bon niveau général en droit pénal. Le projet de départ dans une autre université (mobilité Erasmus et/ou hors Europe) lors de l'année de M1 sera en outre valorisé. | Examen du dossier basé sur les résultats principalement en droit pénal, les expériences en France et à l'étranger, le projet et la motivation. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit pénal et sciences criminelles | Droit pénal fondamental et comparé franco-allemand | 11 | 15 | 15 | Licence mention Droit | Il est souhaitable que les étudiants, d'une part, aient un bon niveau général en droit, d'autre part, aient suivi les cours de droit pénal général et de procédure pénale, comme matière à travaux dirigés pour l'un d'entre eux au moins, et puissent attester d'un très bon niveau général en droit pénal. Ils devront en outre avoir appris l'allemand. Le projet de départ dans une université d'un pays germanophone (mobilité Erasmus) lors de l'année de M1 sera de plus valorisé. | Examen du dossier basé sur les résultats principalement en droit pénal, les expériences en France et à l'étranger (ne pas germanophone notamment), le projet et la motivation. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit pénal et sciences criminelles | Criminologie | 25 | 15 | 20 | Licence mention Droit | Il est souhaitable que les étudiants, d'une part, aient un bon niveau général en droit, d'autre part, aient suivi les cours de droit pénal général et de procédure pénale, comme matière à travaux dirigés pour l'un d'entre eux au moins, et puissent attester d'un très bon niveau général en droit pénal. Le projet de départ dans une autre université (mobilité Erasmus et/ou hors Europe) lors de l'année de M1 sera en outre valorisé, de même que les connaissances en sciences sociales ou en psychologie. | Examen du dossier basé sur les résultats principalement en droit pénal, les expériences en France et à l'étranger, le projet et la motivation. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 60 | 60 | | | | | |
| Droit | Cyberjustice | 24 | 30 | 30 | L3 de droit ou diplôme équivalent | Bonne culture juridique et maîtrise des grandes matières de droit privé (droit civil, droit commercial, droit pénal, procédures civile et pénale, etc.) ou de droit public (droit administratif, libertés publiques, droit public des affaires, etc.) requises pour accéder aux différentes professions juridiques (magistrat, avocat, etc.).* | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit | Création Droit et Science des données | / | / | 4 | Licence de droit | Bonne culture juridique et maîtrise des grandes matières de droit privé (droit civil, droit commercial, droit pénal, procédures civile et pénale, etc.) ou de droit public (droit administratif, libertés publiques, droit public des affaires, etc.) requises pour accéder aux différentes professions juridiques (magistrat, avocat, etc.).* | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale ou continue |
| Droit | Droit et Gestion des énergies et du développement durable | 19 | 20 | 20 | Licence mention Droit et Licence AES | Avoir de très bons résultats en licence Droit faisant apparaître une bonne culture juridique ou avoir de très bons résultats en licence AES démontrant une bonne connaissance du monde de l'entreprise. Par ailleurs une bonne maîtrise d'une langue étrangère (notamment l'anglais) est souhaitée. | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit | Droit de l'économie numérique | 14 | 20 | 20 | Licence mention Droit et Licence AES | Bons résultats durant les trois années de licence avec une bonne culture juridique en droit public et droit privé. Bonne maîtrise de l'anglais. Compréhension des problèmes économiques liés au numérique | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit | Création Droit et Gouvernance des données de santé | / | / | 10 | Licence mention Droit ou équivalent | Bons résultats durant les trois années de licence avec une bonne culture juridique en droit public notamment droit de l'Union et droit privé. Bonne maîtrise de l'anglais. Compréhension des problèmes économiques liés au numérique, à l'innovation en santé et à l'économie de la donnée. | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 70 | 84 | | | | | |
| Droit Européen | Droit et politique de l'Union européenne | 19 | 15 | 15 | Licence mention Droit, diplôme IEP | Très bon niveau en DUE bon niveau en droit public (droit constitutionnel, administratif et international) très bonne maîtrise de la langue anglaise | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit Européen | Droit international et européen des affaires | 20 | 15 | 15 | Licence en Droit, Diplôme de l'IEP | De manière générale : bon dossier de licence De manière spécifique: - Très bon niveau en droit de l'Union - Bonne maîtrise de la langue anglaise Les étudiants ayant par ailleurs suivi un cursus en droit international et/ou faisant état de connaissances en droit des affaires (droit des sociétés, fiscal, concurrence etc...) seront valorisés. | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit Européen | Droit de l'économie et de la régulation en Europe | 10 | 15 | 15 | Licence en Droit, Diplôme de l'IEP | Très bon niveau en droit de l'Union européenne Bon niveau en droit administratif Bon niveau en droit des obligations Maîtrise de la langue anglaise (lu, écrit et parlé) | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit Européen | Espace de liberté, de sécurité et de justice | 11 | 15 | 15 | mention Droit | Très bon niveau en droit de l'Union européenne. Très bon niveau en droits de l'homme ou libertés publiques. Bon niveau en anglais. | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit Européen | Droit des produits de santé en Europe | 7 | 15 | 15 | Licence en Droit, Diplôme de l'IEP | Un bon dossier de licence comprenant : - un très bon niveau en droit de l'Union européenne (droit institutionnel et/ou système juridique et le cas échéant Politiques de l'Union européenne) - un bon niveau en droit de la responsabilité administrative et en droit de la responsabilité civile - la maîtrise de la langue anglaise (lue, parlée et écrite) | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 75 | 75 | | | | | |
| Droits des libertés | Droit européen des droits de l'homme | 22 | 15 | 15 | Licence Droit Général ou Droits Européens | Avoir obtenu d'excellents résultats dans les matières suivantes : Droit constitutionnel Droit institutionnel de l'Union européenne Droit des politiques et actions de l'UE (ou équivalent) Système juridique de l'Union européenne (ou équivalent) Droit international public Libertés publiques, Justifier d'une bonne maîtrise de l'anglais | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droits des libertés | Droit des minorités | 16 | 15 | 15 | Licence Droit Général ou Droits Européens | Avoir obtenu d'excellents résultats dans les matières suivantes : Droit constitutionnel Droit institutionnel de l'Union européenne Droit des politiques et actions de l'UE (ou équivalent) Système juridique de l'Union européenne (ou équivalent) Droit international public Libertés publiques, Justifier d'une bonne maîtrise de l'anglais | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |

| Mention | Parcours Master | Effectif 2020/21 | Capacité d'accueil M1 2020/21 | Capacité d'accueil M1 2021/22 | Mention(s) de Licence conseillée (s) pour accéder au MASTER | Autres prérequis (disciplines, matières, enseignements qu'il est nécessaire d'avoir suivis pour pouvoir y postuler, etc.) | Modalités d'examen des candidatures (Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant et/ou examen écrit ou oral ? etc.) | Calendrier de la procédure d'admission (dates d'ouverture et de fermeture des candidatures et date de réponse des commissions pédagogiques) | Informations supplémentaires particulières (ex. Master ERASMUS-MUNDUS dont l'admission est gérée par un établissement partenaire, etc.) |
|--|--|------------------|-------------------------------|-------------------------------|---|---|--|---|---|
| Droits des libertés | Droit des affaires humanitaires et des ONG <i>modification libellé parcours</i> | 24 | 15 | 15 | Licence Droit Général ou Droits Européens | Avoir obtenu d'excellents résultats dans les matières suivantes : Droit constitutionnel Droit institutionnel de l'Union européenne Droit des politiques et actions de l'UE (ou équivalent) Système juridique de l'Union européenne (ou équivalent) Droit international public Libertés publiques Justifier d'une bonne maîtrise de l'anglais | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 45 | 45 | | | | | |
| Droits de l'environnement, et de l'urbanisme | Droits de l'environnement, des territoires et des risques | 21 | 20 | 20 | licence en droit (ou exceptionnellement AES avec dominante droit) | 1° L'accès en M1 est fonction de la capacité d'accueil de la mention 2° Les étudiants doivent avoir suivi en licence de droit (ou exceptionnellement en AES) des matières de droit privé et de droit public et avoir obtenu des résultats attestant de leurs capacités à suivre un enseignement de haut niveau en en droit de l'environnement et de l'urbanisme 3° L'obtention d'une mention à l'issue du cursus de licence est souhaitée 4° les étudiants issus d'un pays non francophone doivent avoir une très bonne connaissance de la langue française (B1) | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences (stage ou bénévolat), le projet et la motivation, avec un entretien oral possible | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 20 | 20 | | | | | |
| Droit notarial | Droit notarial | 14 | 15 | 15 | Licence Droit | L'admission en Master 1 « Droit notarial » requiert de très bons résultats durant les trois années de licence en droit privé et droit public. Outre l'excellence dans les matières obligatoires, les candidats doivent justifier d'un bon niveau dans les matières optionnelles suivantes : contrats spéciaux et droit commercial en S4, droit des sociétés et droit des obligations en S5, droit des biens, des sociétés 2, des sûretés et fiscal en S6. | Examen basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 15 | 15 | | | | | |
| Droit des affaires | Juriste sécurité financière-compliance officer <i>modification libellé parcours</i> | 15 | 25 | 25 | Aucune mention n'est privilégiée, le Master 2 étant ouvert à tous les étudiants juristes mais aussi à ceux ayant un profil, économie, finances, audit. | Droit des affaires, droit fiscal, droit des sociétés, droit pénal des affaires, droit pénal général, procédure pénale | Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation en alternance en deuxième année |
| Droit des affaires | Droit de l'internet et des systèmes d'information | 26 | 45 | 20 | Licence Droit, AES, économie ou sciences politiques de préférence - licence dans d'autres disciplines si projet universitaire ou professionnel cohérent | Solides connaissances en Droit civil et spécialement en droit des obligations et des biens. Une bonne culture juridique est attendue dans les différentes matières du droit privé, en droit pénal, en droit européen. | Examen exclusivement basé sur les résultats pour les candidats en formation initiale, sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation pour les candidats en formation continue | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue en première année, formation initiale, continue et EAD en deuxième année |
| Droit des affaires | Droit bancaire et financier | 42 | 30 | 30 | Licence Droit | De très solides connaissances, avec d'excellents résultats, sont requis dans les principales matières du droit des affaires (notamment droit des sociétés, droit commercial général) et du droit civil (notamment droit des obligations, droit des sûretés, droit des contrats spéciaux. | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit des affaires | Droit bancaire et financier - Métiers de la banque <i>modification libellé parcours</i> | 20 | 20 | 20 | Licence Droit | De très solides connaissances, avec d'excellents résultats, sont requis dans les principales matières du droit des affaires (notamment droit des sociétés, droit commercial général) et du droit civil (notamment droit des obligations, droit des contrats spéciaux, droit des sûretés). | Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation | 13 mai-27 mai-13 juillet | La formation s'effectue sur la base d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation. |
| Droit des affaires | DJCE-Juriste et conseil d'entreprise | 25 | 30 | 30 | Licence Droit | Solides connaissances en droit privé : droit des affaires (droit commercial et droit des sociétés), droit civil (droit des obligations, contrat spéciaux et sûretés), droit social et droit fiscal ; connaissances en comptabilité requises. | Examen du dossier basé sur les résultats académiques du candidat et entretien oral après présélection du dossier permettant d'apprécier les expériences, le projet et la motivation du candidat. | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit des affaires | Investigation financière à l'échelle européenne | 8 | 20 | 20 | Aucune mention n'est privilégiée, le Master 2 étant ouvert à tous les étudiants juristes mais aussi à ceux ayant un profil, économie, finances, audit. | Droit des affaires, droit fiscal, droit des sociétés, droit pénal des affaires, droit pénal général, procédure pénale | Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation en alternance en deuxième année. |
| Droit des affaires | Droit de la propriété intellectuelle et valorisation des biens immatériels | 11 | 15 | 15 | Licence de droit | L'admission dans le parcours suppose un excellent niveau en licence, apprécié au regard des résultats du candidat dans l'ensemble des matières, ainsi qu'une bonne culture juridique. Le parcours doit être cohérent, si possible avec mention, et, en particulier, avec des notes satisfaisantes dans les matières fondamentales telles que le droit des obligations (1 et 2), le droit commercial, droit des biens, droit des contrats spéciaux et droit de l'Union européenne. Des connaissances en droit de la propriété intellectuelle, en droit international privé et/ou en droit de la concurrence et droit de la distribution sont appréciées. Pour les étudiants ayant obtenu leur Licence 3 à la Faculté de Droit de Strasbourg, avoir suivi les options de droit anglais, en anglais (en L2 : « Introduction au système juridique anglais » et « Introduction au droit public britannique ») l'année ou ces options sont proposées, ou dans une faculté offrant ces options, n'est pas obligatoire mais est un atout. Très bon niveau d'anglais (niveau B2) | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit des affaires | <i>Création</i> Droit de la propriété intellectuelle et Science des données | / | / | 4 | Licence de droit | L'admission dans le parcours suppose un excellent niveau en licence, apprécié au regard des résultats du candidat dans l'ensemble des matières, ainsi qu'une bonne culture juridique. Le parcours doit être cohérent, si possible avec mention, et, en particulier, avec des notes satisfaisantes dans les matières fondamentales telles que le droit des obligations (1 et 2), le droit commercial, droit des biens, droit des contrats spéciaux et droit de l'Union européenne. Des connaissances en droit de la propriété intellectuelle, en droit international privé et/ou en droit de la concurrence et droit de la distribution sont appréciées. Pour les étudiants ayant obtenu leur Licence 3 à la Faculté de Droit de Strasbourg, avoir suivi les options de droit anglais, en anglais (en L2 : « Introduction au système juridique anglais » et « Introduction au droit public britannique ») l'année ou ces options sont proposées, ou dans une faculté offrant ces options, n'est pas obligatoire mais est un atout. Très bon niveau d'anglais (niveau B2) | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 170 | 189 | | | | | |

| Mention | Parcours Master | Effectif 2020/21 | Capacité d'accueil M1 2020/21 | Capacité d'accueil M1 2021/22 | Mention(s) de Licence conseillée (s) pour accéder au MASTER | Autres prérequis (disciplines, matières, enseignements qu'il est nécessaire d'avoir suivis pour pouvoir y postuler, etc.) | Modalités d'examen des candidatures (Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant et/ou examen écrit ou oral ? etc.) | Calendrier de la procédure d'admission (dates d'ouverture et de fermeture des candidatures et date de réponse des commissions pédagogiques) | Informations supplémentaires particulières (ex. Master ERASMUS-MUNDUS dont l'admission est gérée par un établissement partenaire, etc.) |
|--|--|------------------|-------------------------------|-------------------------------|---|---|---|---|---|
| Droit international | Droit international | 20 | 20 | 20 | Licence mention Droit, droits européens, Diplôme de l'IEP | <ul style="list-style-type: none"> • Très bons résultats durant les trois années de licence. • Pour les étudiants ayant fait leur licence à la Faculté de droit de Strasbourg, il est recommandé de choisir la matière « Introduction au droit international » avec des travaux dirigés. Les étudiants de la licence droits européens doivent impérativement avoir suivi l'enseignement « Introduction au droit international » au semestre 5. • Pour les étudiants originaires d'un IEP, un ou des enseignements en droit international public sont indispensables. • Pour les étudiants originaires d'autres universités, il est indispensable d'avoir suivi un enseignement de « Droit international public » ; l'avoir suivi assorti de travaux dirigés est un atout. • Pour les étudiants de la Faculté de droit de Strasbourg, avoir suivi les enseignements de droit anglais proposés en anglais (en L2 : « Introduction au système juridique anglais » et « Introduction au droit public britannique ») n'est pas obligatoire mais constitue un atout. • Pour les étudiants originaires d'autres universités, avoir suivi des enseignements dispensés en anglais est un atout. • Très bon niveau d'anglais (niveau B2 au moins). • Faire preuve d'un intérêt particulier pour le droit international et les relations internationales. | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Droit international | Droit transnational | 17 | 20 | 20 | Licence mention Droit, droits européens, Diplôme de l'IEP | <p>droit privé (L2, L3).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les étudiants ayant fait leur licence à la Faculté de droit de Strasbourg, il est recommandé de choisir la matière « Introduction au droit international » avec des travaux dirigés. Les étudiants de la licence droits européens doivent impérativement avoir suivi l'enseignement « Introduction au droit international » au semestre 5. • Pour les étudiants originaires d'un IEP, un ou des enseignements en droit international public sont indispensables, ainsi que des enseignements dans les matières fondamentales du droit privé. • Pour les étudiants originaires d'autres universités, il est indispensable d'avoir suivi un enseignement de « Droit international public » ; l'avoir suivi assorti de travaux dirigés est un atout. • Pour les étudiants de la Faculté de droit de Strasbourg, avoir suivi les enseignements de droit anglais proposés en anglais (en L2 : « Introduction au système juridique anglais » et « Introduction au droit public britannique ») n'est pas obligatoire mais constitue un atout. • Pour les étudiants originaires d'autres universités, avoir suivi des enseignements dispensés en anglais est un atout. • Très bon niveau d'anglais (niveau B2 au moins). • Faire preuve d'un intérêt particulier pour le droit international et les droits étrangers. | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 40 | 40 | | | | | |
| Histoire du droit et des institutions | Histoire du Droit et culture juridique | 9 | 10 | 10 | Droit | L'étudiant devra présenter un dossier qui attestera d'un bon niveau général durant les trois années de licence et de solides connaissances dans les matières d'histoire du droit et des institutions | Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel | 13 mai-27 mai-13 juillet | Formation initiale et continue |
| Capacité d'accueil consolidée à la mention | | | 10 | 10 | | | | | |
| CAPACITE D'ACCUEIL TOTALE M1 | | | 802 | 835 | | | | | |